



ARRETE MUNICIPAL n°2024-129
Portant autorisation de la
réalisation de travaux
les dimanches 21 et 28 juillet 2024

Le Maire de la Commune de Grésy-sur-Aix,

Vu le code Général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2211-1, L 2212-1 et 2 L 2213-1 et 2, L 32221-4,

Vu, la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements, des régions et de l'Etat,

Vu l'arrêté du 09 janvier 1997 de la Préfecture de la Savoie portant réglementation des bruits de voisinage dans le département,

Vu la demande formulée par Monsieur Denis EMONET, domicilié 156 route d'Arbussin à Grésy-sur-Aix,

Considérant que certains travaux ne peuvent pas être réalisés pendant les jours définis et que par conséquent une dérogation peut être accordée.

ARRETE

Article 1 : Monsieur Denis EMONET est autorisé à déroger à l'arrêté préfectoral du 09 janvier 1997 portant réglementation des bruits de voisinage pour la réalisation de ses travaux de terrassement les dimanches 21 et 28 juillet 2024 de 08h00 à 12h00.

Article 2 : La présente dérogation est délivrée à titre exceptionnel et personnel. Elle ne peut être cédée et devra impérativement être présentée en cas de contrôle des services de police.

Article 3 : Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté : Le Maire de la commune de Grésy-sur-Aix, le Directeur Général des Services, le Directeur du Service Technique, le Responsable de la Police Municipale

Copie adressée à ces personnes, ainsi qu'à :

- Gendarmerie d'Aix-les-Bains
- Monsieur Denis EMONET

Fait à Grésy-sur-Aix, le 21 juin 2024

Le Maire,
Florian MAITRE

Affiché/publié le : 24-06-2024
Notifié à l'intéressé le : 24-06-2024
Certifié exécutoire le : 24-06-2024



En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site www.telerecours.fr

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.